L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 26 JANVIER 1881. 54me Année.

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI, 26 JANVIER 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

Le Fétichisme des contrats.

Il y a à la cour suprême des Etats-Unis un juge qui ressemble exactement, sous le rapport moral, au gouverneur Kemper, de la Virginie. L'un et l'autre veulent maintenir à tout prix la foi des contrats, quels qu'ils soient. La foi des contrats chez ces deux hommes a dégénéré en une espèce de manie, qui ne leur laisse plus l'exercice de leur libre raison et qui les porte à s'incliner devant tous les actes, devant tout contrat, quand même il n'y aurait ni contrat ni dette. Donnez-leur une ombre seulement de quoi que ce soit, celle-ci en font tout de suite une réalité terrible en face de laquelle tous les peuples innocents, soit des Etats-Unis, soit de la république, doivent baisser par l'oeil et à laquelle ils doivent confesser obéissance. Ce juge Field de la cour suprême des Etats-Unis, bien qu'il soit démocrate, ne reconnaît pas plus que le gouverneur Kemper, la souveraineté des Etats, en fait d'obligations. Il n'admet que la souveraineté des contrats. L'exécution des contrats ou la mort, ou en d'autres termes, plutôt la mort qu'une infraction faite à l'obligation d'un contrat. Voilà sa doctrine ou sa jurisprudence.

Les nouvelles télégraphiques d'hier nous racontent que dans une question soumise à la cour suprême des Etats-Unis, où il s'agissait de la validité d'une loi passée en 1878 par la Législature de l'Etat de la Virginie, loi par laquelle une taxe avait été imposée sur les bons coupons de l'Etat, et par la quelle il était interdit aux collecteurs de taxes de recevoir les coupons d'intérêt de ces bons en payement de taxes, sans en avoir déduit tout d'abord le montant de la taxe d'Etat sur les bons dont ils avaient fait originellement partie, la cour a décidé que la loi en question était inconstitutionnelle et nulle, par la raison qu'elle portait atteinte à l'obligation d'un contrat. La cour d'appel de la Virginie avait décidé le contraire ; par conséquent son jugement est infirmé.

Le juge Field fonde sa décision sur ce que la loi de conversion avait fait des bons payables à ordre ou au porteur et les coupons payables au porteur. Les bons et les coupons, par conséquent, sont des contrats entièrement distincts et indépendants; ils peuvent être séparés et transférés dans des mains différentes, et on fait payer une taxe aux coupons, le fardeau retombera sur celui qui ne devait pas le subir. Le juge Field est donc convaincu que la loi de la Législature Virginienne de 1876, requérant qu'une taxe sur ses bons émis en vertu de la loi d'émission de 1871 soit déduite des coupons quand ils sont offerts en payement de taxes ou d'autres dettes à l'Etat, est une loi altérant l'obligation d'un contrat, et par cela même nulle; d'où il suit que le pétitionnaire avait droit à son mandamus pour forcer le trésorier de la ville de Richmond à recevoir les coupons qui lui étaient offerts en payement de taxes pour leur pleine valeur nominale.

Le juge Miller, qui a exprimé une opinion dissidente, a soutenu qu'aucune Législature n'était autorisée à aliéner le pouvoir de taxe qui appartient à l'Etat; que dans l'émission des bons et coupons, qui était le sujet de cette contestation, la Législature de la Virginie n'avait ni par les termes ni par aucune juste inférence, fait aucun contrat suivant lequel les bons et les coupons ne seraient pas sujets aux mêmes taxes que les autres propriétés taxées par l'Etat.

Miller est dans le vrai, mais les raisons de Field sont d'une futilité extrême. Il ne nie pas le droit de la Législature à taxer les bons; pourquoi lui refuserait-il celui de faire percevoir la taxe sur les coupons quand ils sont présentés aux collecteurs en payement de dettes à l'Etat ? Ce dernier droit est la conséquence forcée du premier. Mais cela retombe sur les tiers, dit Field, ce qui est injuste. Mon Dieu n'est pas plus injuste que la perte d'un billet qu'on a pris parce qu'on l'a cru bon et qui, par suite d'événements indépendants de celui qui l'a donné, est devenu mauvais. Le bailleur ne peut en être responsable, pas plus que celui qui a vendu la maison quand la taxe n'était que de 15 mills, n'est responsable d'une taxe de 30 0/0 imposée par l'Etat ou par la Législature immédiatement après la vente. Il faut que l'acquéreur la paye sans avoir recours contre celui qui lui a vendu la propriété. Le vendant d'une grocerie qui ne payait qu'une licence de 20 piastres ne serait pas mieux responsable d'une licence de $300 qui serait établie immédiatement après la cession de l'établissement.

Un Etat peut imposer souverainement toute espèce de taxes sur les biens immobiliers, sur les effets personnels, sur les capitaux, sur les marchandises, sur l'argent dans le commerce ou dans les affaires, sur les bons, sur les coupons, sur les actions, etc; de même qu'il peut dégrever subitement tous ces biens, et ceux qui les ont acquis n'ont à exercer aucune reprise sur ceux de qui ils les tiennent, pas plus qu'ils n'ont à craindre aucune réclamation de la part de ces derniers. Tous ces impôts ont été augmentés ou allégés indépendamment de la volonté des bailleurs et des preneurs, et ils n'ont à faire valoir les uns envers les autres aucunes réclamations réciproques. Les considérants du juge Field paraissent donc insuffisants pour détruire la décision de la cour d'appel de la Virginie.

Mais l'intérêt de ce procès n'était pas d'une gravité extrême. Que des coupons détachés de bons soient affranchis ou non d'un payement de taxe, c'est là la moindre des choses, mais ce que nous y voyons de grave pour les porteurs de bons, c'est le droit reconnu de l'Etat d'imposer ces bons, droit que ne nie pas le juge Field et qu'établit parfaitement le juge Miller son collègue. Si donc la Virginie a le droit de lever une taxe sur ses dettes, la Louisiane à le même droit d'en lever une sur les titres de la sienne. La ville de la Nouvelle-Orléans peut demander aussi à l'Etat le pouvoir de taxer les 21 ou les 22 millions qu'on prétend qu'elle doit. Il n'y aurait là que justice, car on ne comprendra jamais que les propriétaires de biens fonds soient astreints à subir toutes les portes et à indemniser tout le monde de manière à ce que personne ne perde rien excepté eux-mêmes. Cela ne s'est fait dans aucun pays, et nous devons compter sans sur le sentiment de justice qui anime le peuple de cet Etat, pour espérer que cela n'aura pas lieu ainsi que les ordonnateurs de la ville de la Nouvelle-Orléans le désirent.

Il est constaté, d'après des bulletins officiels, que les biens fonciers ne peuvent disposer vendre qu'à une baisse de 75 0/0 sur les valeurs qu'ils avaient il y a 10 ou 12 ans, et que beaucoup de ces biens se louvent d'acquéreurs à aucun prix; serait-il loyal, serait-il humain de continuer à les assesser à des prix fictifs, pour en tirer un revenu destiné pour que tant oublier à payer un intérêt, qu'il ne donnent pas, sous prétexte qu'il y a des contrats d'argent dont l'obligation est sacrée. Mais s'il y a des contrats partout à la façon du juge Field, pourquoi n'y en aurait-il pas aussi entre l'Etat et les propriétaires, contrats protégeant ces derniers contre l'avidité de gens qui ne contribuent en rien ni aux charges de l'Etat, ni aux charges de la ville ? Il nous semble que le contrat le plus sacré est celui qui lie les corporations à ceux qui les soutiennent et qui, chaque année, travaillent et économisent pour pourvoir à l'Etat et aux villes les subsides dont ils ont besoin et sans lesquels ils seraient frappés de mort. Voilà le premier et le plus saint des contrats.

MOLLIFICATION.

Le juge Billings a senti qu'il avait été un peu raide dans ses décisions contre la ville, et dans les deux dernières affaires prononcées sur les ordres de taxe qu'il avait lancés, il a tâché de rendre ces ordres aussi digestibles que possible. D'abord, il a laissé à la discrétion des autorités municipales la levée d'un surplus de 90 0/0 pour toute income dans le recouvrement des taxes, ce qui épargne provisoirement 1 mill environ aux contribuables; secondement, il a ajourné l'insertion dans le budget de 1881, de tous les ordres non définitifs au 31 décembre 1880, c'est-à-dire l'insertion des ordres pour les quels le délai d'appel n'était pas expiré à cette date. Or, comme le budget avait été voté alors, il s'en suit que l'exécution de ces mandamus est renvoyée à l'année 1882. Ils s'élèvent en tout à $270,000 ou environ.

Ces deux décisions ont leur importance, par d'ici à nous aurons dans tous les cas la session législative de 1882, laquelle à supposer que nous n'ayons pas auparavant une session extraordinaire, saurait, très probablement du moins, prendre les mesures nécessaires pour épargner aux contribuables de la ville toutes persécutions outrées, ruineuses, et toutes demandes de taxes en disproportion avec leurs revenus.

En passant à la Cour de Circuit des Etats-Unis, le juge Billings sera appelé souvent encore à s'occuper de nos affaires, et à ce propos nous nous permettrons de lui dire que ses dernières décisions ont plus de droit que les premières à la reconnaissance du peuple. Nous ne faisons, au surplus, aucune difficulté pour avouer que ce magistrat possède de grandes connaissances en droit et qu'il a donné toujours des preuves d'une prompte et haute intelligence des affaires.

Réclamations françaises et américaines.

On nous écrit pour nous dire que deux détectives sont depuis quelques jours à la Nlle-Orléans pour engager ceux qui ont des réclamations à faire valoir devant la commission pour dommages éprouvés pendant la dernière guerre, à avoir des conférences avec eux, ces détectives ayant l'intention de profiter de leurs déclarations ou de leurs avevx pour faire échouer leurs demandes. Ces industriels, qui sont logés dans un des principaux hôtels, envoient leurs cartes d'invitation à leurs victimes sous prétexte de vouloir leur rendre service quand leur dupes bat est de réunir des matériaux pour réduire à néant leurs justes réclamations.

Ils se donnent comme employés de la commission, mais ils ne peuvent l'être, attendu que la loi, qui a créé la commission, n'autorise pas une pareille instrumentalité et n'en autorise pas la rétribution. Il serait possible qu'un des commissaires, désirant joner, dans sa position actuelle, le même rôle qu'il joua quand il contrôlait l'action de la commission des réclamations du Sud, pour la ruine de centaines de gens, eût engagé les services de ces deux anciens alliés dans l'espoir de les faire payer sur les fonds du service secret du gouvernement ; et si tel est le cas, nous avons la certitude que le gouvernement, aussitôt qu'il en sera informé, refusera de sanctionner un procédé si répréhensible.

Les personnes intéressées devraient se tenir en garde contre les tentatives de ces adroits et dignes citoyens.

Bureau de Caravaï—Ce Bureau, institué dans l'intérêt des visiteurs du Carnaval, est situé rue Carondelet No 13. Comme il y aura, sans aucun doute, une foule immense d'étrangers à la Nouvelle-Orléans, il serait bon que les maîtres d'hôtels ou de pensions qui peuvent avoir des chambres à louer, en avertissent M. W. I. Hodgson, chef du Bureau, afin qu'il sache à quelle adresse il pourra envoyer les visiteurs du Carnaval, avec l'assurance de trouver une chambre avec ou sans la pension. Il y a beaucoup de familles à la Nlle-Orléans, qui seraient peut-être bien aises de louer une partie de leurs maisons pour deux ou trois jours. Voilà une occasion qui s'offre pour elles et dont elles peuvent profiter sans qu'il leur en coûte un cent de courtage ou de négociation. Tout ce qu'elles ont à faire, c'est de communiquer à M. Hodgson leurs adresses, leurs conditions et tous autres renseignements nécessaires. Les étrangers de leur goût devraient envoyer d'avance au bureau d'accommodation leurs demandes afin qu'en arrivant ici, ils sachent sans recherche, sans peine et sans difficulté, où il faut qu'ils se rendent pour y trouver juste ce dont ils ont besoin pour leur séjour à la Nlle Orléans. De cette manière, il n'y aura de frais pour personne, et tous trouveront dans l'institution de ce bureau un avantage réellement précieux, et auquel nous sommes fort surpris qu'on n'ait pas songé plus tôt. Que les étrangers, qui doivent venir ici pour voir les fêtes du carnaval, et que les familles de la Nlle-Orléans qui peuvent louer une chambre ou deux pendant ces fêtes, ne négligent donc pas d'en informer le Bureau d'accommodation, rue Carondelet, No. 13.

La Dentelle.

Il est bon de dire que cette invention ne fait en rien concurrence aux fabricants d'imitation, puisque la vraie dentelle fabriquée par les métiers n'a rien de commun avec la *dentelle à l'imitation* et que, du reste, la vraie dentelle faite, soit à la main, soit par le métier, se vendra toujours un prix considérablement plus élevé que la dentelle d'imitation.

Elle ne fera pas non plus concurrence aux marchands ou aux fabricants de dentelle à la main, puisque la compagnie se rendra pas au public et que son rôle se bornera à exécuter, pour les marchands en gros, les dentelles dont ils auront besoin, avec les dessins qui seront la propriété de leur maison.

Ces derniers trouveront donc, dans le nouveau métier, une très grande facilité quant à la rapidité et à la perfection de l'exécution de leurs commandes et au fini du travail.

Il ne faut pas non plus oublier que ce n'est pas l'ouvrière qui donne une valeur artistique à la dentelle, c'est la conception du dessinateur. Mais n'est-ce pas le système d'encouragement de l'ouvrière qui donne à la dentelle son mérite artistique, puisque c'est à lui donne la qualité et la durée qu'ils parviennent à se traverser les productions ? or, nous le répétons, le travail du métier est identiquement le travail à la main, qui est lui-même un travail artistique, puisqu'il obéit à un dessin conçu par un artiste.

L'avenir le plus brillant est donc réservé à cette invention qui, monopolisant la fabrication européenne, doit donner les bénéfices les plus considérables à ceux qui s'associeront à cette entreprise.

Des calculs déjà faits établissent d'une façon indiscutable que c'est par millions que la nouvelle fabrication pompéienne ses bénéfices nets annuels.

Pour aller au bal la Mascarade en couleur est de rigueur bon goût, l'Etoile Mas.

OPERA FRANÇAIS.

Le Barbier de Séville.

Début de Mlle Lagye.

Mlle Lagye n'est pas une étrangère pour les dilettanti qui fréquentaient l'Opéra en 1874. En la voyant reparaître sur notre scène lyrique, hier soir, un certain nombre de personnes ont reconnu en elle l'habile et consciencieuse artiste qu'elles avaient déjà applaudie. L'accueil qu'on lui a fait a été très cordial ; notre public n'est ni ingrat ni oublieux, il se souvient toujours des artistes qui ont su lui faire passer des soirées agréables.

La voix de Mlle Lagye a toujours la même fraîcheur et la même flexibilité ; mais elle a beaucoup gagné en force. Ses notes graves sont plus corsées, plus sonores. Elle vocalise avec la même facilité qu'autrefois, et elle file des sons de la plus grande douceur. Il est aisé de voir que cette chanteuse n'est pas restée oisive; elle chante avec cette élégance et cette facilité qu'n'apprennent que'aux voix exercées, et elle a acquis confiance en elle-même que donne la conscience du savoir, sans toutefois qu'elle ait rien perdu de cette modestie qui est la compagne inséparable du vrai mérite.

Le début de Mlle Lagye a été caractérisé par une agréable surprise chez les personnes qui ne la connaissaient pas, et par un crescendo très marqué dans les applaudissements de toute l'assistance.

MM. Pellin, Maugé, Feitlinger et Mussy ont habilement secondé la débutante. M. Mussy a été si amusant dans le rôle de Bartolo qu'il a eu l'honneur d'un rappel.

L'orchestre était conduit par M. De Lestrac.

Tout a bien marché; la soirée a passé rapidement comme toutes celles où le plaisir vous fait oublier entièrement le temps.

Aujourd'hui en matinée *Le Barbier de Séville* avec MM. Pellin, Maugé, Feitlinger, Mussy, Rossi, Mmes Lagye et Feitlinger.

Lundi prochain, 31, *Paul et Virginie* pour le bénéfice de M. Momus.

Nous nous ferons un plaisir de rappeler, en temps opportun, les titres que notre excellent et infatigable premier chef-d'orchestre s'est acquis à la gratitude et aux sympathies de notre population.

Le vendredi, 4 février, l'*Africaine* pour le bénéfice de M. Tournié.

Demain soir, reprise des *Huguenots*. Mme Ambre tiendra le rôle de Valentine; c'est celui dans lequel le public de New-York l'a le plus applaudie, celui qu'elle considère elle-même comme son rôle rôle.

Mlle Lagye remplira le rôle de la reine Marguerite.

On nous prie de faire savoir que dimanche dernier, à la loterie de l'*Union Française*, une montre en or a été gagnée par le numéro 297.

Personne jusqu'ici n'a réclamé cette montre.

A. M.

Ce soir, il y a, à la Salle Grunewald, un excellent concert donné par MM. Aubert, Pacini et Schneider : le premier violoncelliste de beaucoup de talent; le deuxième pianiste distingué; le troisième flutiste d'un beau talent. Ils ont obtenu le concours de deux charmantes chanteuses, Mlles Lehman et Frémaux, deux amateurs de véritable valeur.

Plus d'une fois déjà il nous a été donné d'entendre Mlle Frémaux et nous avons été étonné de la pureté des sons et de la vigueur du chant. Mlle Frémaux est une véritable artiste en herbe, une voix charmante de contralto, et il ne se passera pas longtemps avant qu'elle ne fasse parler sérieusement d'elle. Nous reviendrons demain sur ce concert.

ACADÉMIE DE MUSIQUE—Aujourd'hui, en matinée, "Mega Diversions" et les "Two Buzzards" par la compagnie de Lotta, mais Lotta ne paraissant pas. En soir, Lotta paraîtra dans son fameux rôle de "The Little Detective ou Woman's Curiosity," où elle excelle, c'est-à-dire où elle est vraiment inimitable.

—On verra dans l'annonce de bal de la Société française, à la deuxième page, que les membres du Directeurs actuels lieu donnèrent à l'Asile, le lundi et le vendredi de chaque semaine, à 7 heures du soir.

TRINQUET.

Le citoyen Trinquet, l'amnistié, à peine débarqué, a tenu le 9 décembre, au salon des Tilleuls, 160, rue Ménilmontant, une réunion électorale. M. Lissagaray y assistait; les "dames" étaient en grand nombre. Le citoyen Rétiès, nommé président, a partagé la présidence avec Trinquet, qui a été acclamé avec enthousiasme et est monté au bureau aux cris de : "Vive Trinquet!.....Vive la Révolution sociale!"

—Citoyens, dit Rétiès, je vous présente le conseiller du Père-Lachaise. (Cris et bravos frénétiques).

On procède ensuite à la nomination de deux assesseurs et d'un secrétaire qui sont les citoyens Trinquet fils, Barnes et Vergniaud. Les quatre candidats officiels invités à venir prendre place sur l'estrade.

Le citoyen Gérard souhaite la bienvenue au martyr de la réaction versaillaise, au héros de la Commune. Il offre à Trinquet un bouquet de roses rouges. (Vive émotion, tonnerre d'applaudissements, cris redoublés de; vive Trinquet !)

Le président.—Ne criez pas : "vive Trinquet !" Trinquet n'est pas une personnalité C'est un principe.

Le citoyen Urbain fait le panégyrique de Trinquet, dont il fut le compagnon sur la terre d'exil.

Le citoyen Trinquet prend alors la parole.

Citoyens, s'écrie-t-il, en 1871 j'ai fait mon devoir, je suis un partisan convaincu de la révolution sociale, j'ai souffert pendant dix ans pour le prolétariat, j'ai sacrifié mon existence tout entière pour la révolution. Jusqu'à la dernière goutte de mon sang, je protesterai contre l'infâme qui m'exile, nous a assimilés, plus de trois cents, aux assassins et aux incendiaires.

Vous connaissez mon passé, qui vous est une grantie de l'avenir. Je n'oublierai jamais les souffrances que nous avons endurées, ni l'injure qu'on nous a faite. Je suis prêt à laver l'affront sanglant que nous avons reçu, le suis à vous, ma vie vous appartient, vous pouvez en faire ce que le serai avec vous le jour de la revanche.

Les autres candidats exposent leur programme.

Le président.—Je redonne la parole au citoyen Trinquet.

Trinquet brandit un papier contenant le programme du parti ouvrier. Il déclare accepter ce programme et demande que le peuple socialiste ses mandataires au jour du danger.....

Trinquet insiste pour que le peuple se mette sur un autre terrain que le terrain de la discussion. (Emotion.)

Le candidature Trinquet est votée par acclamation.

Achetez vos souliers de bal à l'Etoile Rouge.

Il n'est point de petites économies.

Dans un village de Picardie, un industriel possède depuis dix ou douze ans un café qui, dès l'origine, portait cette enseigne :

Café de la gare

Quelque temps après, une compagnie d'infanterie a été installée dans la localité. Le limonadier en question en a profité pour modifier son enseigne. Il n'est contenté pour cela d'ajouter cinq lettres à l'ancienne et aujourd'hui l'on peut voir en grandes lettres :

CAFÉ DE LA CASERNE

Il n'est point de petites économies.

Monsieur, et vous avez bien de la peine à votre petite femme, vous vous ferez facilement pardonner en lui offrant une paire de bottes Francks.

THEATRE ST. CHARLES.

Hommage à Mme Marie Rose.

Guillaume Tell.

Mlle Toriani. M. Byron.

Avant de parler théâtre, disons quelques mots de ce qui vaut mieux encore que cela; parlons de charité. Nous venons de recevoir une lettre signée F. E Southmayd, secrétaire de l'Association Howard. Nous n'avons pas à faire de commentaire sur cette lettre. Elle est par elle-même assez éloquente, et nous la livrons à nos lecteurs, telle qu'elle est, avec les imperfections qui résultent forcément d'une traduction faite à la hâte.

Bureau de l'Association Howard.

Nlle-Orléans, 25 janv. 1881.

Mme Marie Rose,

Madame,

Votre présence dans notre ville me fournit l'occasion, le plaisir de vous envoyer, au nom de l'Association Howard, une copie du rapport de ses travaux durant l'épidémie de 1878.

Alors que notre cité de Colombes s'élevait de notre section frappée par le fléau, votre cœur sympathisant à nos maux sut répondre rapidement à ces cris de désolation, et votre talent, béni du ciel, vint au secours de notre détresse.

Comme votre généreuse contribution nous était parvenue par un canal indirect, elle n'a pas paru, sous votre nom sur la liste de nos bienfaiteurs. Nous vous devons aujourd'hui un témoignage public de reconnaissance, et nous avons la confiance que, à lecture de notre rapport, votre cœur pourra se réjouir en y trouvant la preuve des secours sérieux que vous avez apportés aux souffrances de tant de malheureux, réduits à la plus désolante détresse.

Je suis, avec la plus profonde considération, votre très respectueux serviteur.

F. R. SOUTHMAYD,

Secrétaire de l'Association Howard.

Et, maintenant, belle et gracieuse Dame, qui, au milieu de l'exil, nous êtes apparue tout à coup comme la radieuse image de la patrie absente, nous savions tout cela. Vous savions le rôle patriotique que vous aviez joué à Paris, pendant la crise lamentable qu'a traversée la France en 1870 et 1871; nous savions le rôle généreux que vous aviez joué à Saratoga, pendant l'affreuse épidémie qui, en 1878, a décimé notre malheureuse population néo-orléanaise.

Si nous n'en avons pas parlé, c'est que nous ne nous croyions pas le droit de livrer à la publicité, sans votre assentiment, des faits accomplis par vous avec plus de modestie et de simplicité encore que de générosité et de patriotisme.

Maintenant que la société Howard croit de son devoir de rendre hommage à votre charité, à votre dévouement, nous ne pouvons qu'applaudir à cette manifestation. Nous n'avions pas besoin de cela pour savoir que la femme chez vous est supérieure encore à l'artiste.

Nous voulons d'ailleurs à la représentation de William Tell. Il y avait peu de monde au théâtre, il est dû à son trouver davantage.

La représentation n'en a pas moins bien marché.

Mlle Torriani a exécuté d'une façon irréprochable l'air *Sombres Forêts*, un des plus difficiles que nous connaissions, un de ceux qui exigent le plus de style. Elle a, durant cet air, plusieurs fois provoqué les applaudissements de la salle qui a fini par lui faire une véritable ovation.

M. Byron a renouvelé les prouesses de son premier début dans le rôle d'Arnold. Il a lancé les notes les plus élevées avec une assurance qui étonne, et lui vaut chaque fois de nombreux bravos.

Nous ne pouvons que faire des compliments à ceux qui entourent ces deux excellents artistes, à Mlle Schirmer Jemmy, et MM. Carleton Guillaume Tell, Conly Malchtal et Hall Gaular.

—Que dit-monde ! On nomme sous mon lorgnon ! —Bichette c'est ce l'Etoile Mas. le grand magasin dont la vogue va toujours en croissant.

LOUISIANE.

(Observateur de St-Martinville.)

Ces jours derniers il est mort dans notre paroisse un vieillard de couleur plus que centenaire, il était âgé de 117 ans. Philippe Wiltz mieux connu sous le nom de Pti Wiltz était respectable et respecté de tout le monde, et dans le cours de sa longue carrière personne n'a eu à se plaindre de lui. Né dans cette paroisse, qu'il était alors qu'un désert, il en a vu accoissement graduel, et la rendre riche et peuplée. Il est mort l'esprit lucide et la mémoire intacte, l'âge n'avait affaibli que ses membres et le tenait cloué sur son lit depuis une année sans toutefois lui faire éprouver les secours sérieux que vous avez apportés aux souffrances de tant de malheureux, réduits à la plus désolante détresse.

Il est impossible de donner un relevé correcte de la récolte de sucre dans notre paroisse. Plusieurs de nos planteurs ne sont pas encore à la fin de leurs roulaisons, et la perte sera plus sérieuse que nous le pensions, car le déchet dans la coupe est grand. On nous dit que les cannes en wrack en ont souffert, et que pour les utiliser il faut presque les couper de moitié.

Malgré l'état pitoyable de nos chemins, il règne une certaine activité dans notre village, et le commerce ne va pas mal. Nos magasins de dépôt sont bondés de sucre et de coton, et chaque jour il nous en arrive du haut du Têche. Quinze jours de beau temps feraient bien des heureux, et quantité d'habitants qui n'ont pas encore dans nos chemins, pourraient expédier leurs produits à la Nouvelle-Orléans.

(Pionnier de l'Assomption.)

Nous avons eu cette semaine, comme toutes les autres semaines depuis le mois de novembre, un temps abominable. De la pluie, de la vase, du froid et à peine quelques rayons de soleil. Les routes restent par conséquent impassables, comme ci-devant, même pour les carrioles. Aujourd'hui cependant le soleil brille avec éclat et le vent du nord souffle fort. Il ne faudrait pas moins de 15 jours d'un temps pareil pour mettre les chemins, non pas dans de très bonnes conditions, mais carrossables pour les charrettes.

Le bayou est toujours très bas et c'est avec peine que les chalands peuvent passer chargés sur les barres de sable qui l'obstruent. D'après les nouvelles des rivières de l'Ouest, il est à peu près certain qu'il y aura une assez forte crue, la semaine prochaine, pour permettre aux steamboats d'un faible tonnage d'entrer.

Le juge Tête est revenu jeudi dernier de la Nouvelle-Orléans où il était allé faire un règlement avec l'Etat au nom du bolleteur de taxes. Il a versé dans la caisse $220,062 74. Après la paroisse Ste Marie, qui a versé environ $22,600, la paroisse Assomption est celle qui a fait le plus fort versement.

Ecarpins en couleurs, pour bal, à l'Etoile Mas.

Scènes de la vie de collège.

On signale l'arrivée d'un vénérable ancêtre qui doit interroger spécialement les élèves sur la géographie. Ces messieurs se concertent entre eux : on verra plus loin le résultat de leur complot.

L'inspecteur arrive. L'examen commence.

—Voyons, dit l'excellent homme à un collégien, m'énumérer les principaux caps de l'Europe.

L'élève cite plusieurs caps et termine en disant avec sang-froid :

—Et enfin le cap Matapoff au nord de la Suède.

L'inspecteur se recueille. Le cap Matapoff ! Il ne se rappelle plus ce nom. Mais c'est sans doute un simple oubli.

Il félicite l'élève et passe dans une autre classe, où il renouvelle la même question.

L'élève cite plusieurs caps.

—Et après ? dit l'inspecteur.

—Mais monsieur, c'est tout.

Alors, l'inspecteur, sévèrement :

—Et le cap Matapoff ! monsieur ! qu'en faites-vous.

Fin d'une correspondance :

Mes amitiés, mes respects à votre femme, et je vous engage à la rendre aussi heureuse que le sont déjà, sous tous les rapports, les femmes de toutes les Français.

Un Solitaire.

Marié, le 4 novembre 1880, par l'Hon. Juge A. L. Tissot, M. JULES LASSÈRE, de France, à Mlle ROSMIE PATENOTTE, de Mississippi.

Décédé, hier, à une heure et demie de l'après-midi, à l'âge de 70 ans, Veuve W. P. INNERARITY, [née Victoire Innerarity]. Les amis et connaissances de la famille, ainsi que ceux de ses gendre, John S. Barton et E. Le Breton Dorgenois sont respectueusement invités à venir aux funérailles qui auront lieu cette après-midi à 3 heures et demie précises de sa dernière résidence, No 744 rue St. Charles, coin Pleasant.

THÉATRE DE L'OPERA.

MERCREDI, 26 JANVIER 1881.

GRANDE MATINÉE

[D'OPERA.]

LE

BARBIER DE SEVILLE

Musique de Rossini.

Almaviva	MM. PELLIN
Figaro	MAUGÉ
Bartholo	FEITLINGER
Basile	MUSSY
Pedrillo	ROSSI
Rosine	Mme LAGYE
Marcelline	FEITLINGER

CHEF D'ORCHESTRE, M. DE LESTRAC

JEUDI, 27 JANVIER 1881,

Quarante-septième Soirée de Souscription,

LES HUGUENOTS.

VALENTINE..... MME AMBRE

26 jan—

ARBOREZ VOS DRAPEAUX.

Proclamation par Warwick,

MARÉCHAL-COMTE de L'EMPIRE,

A tous les loyaux sujets de Sa Majesté le Roi du Carnaval, Salut :

Attendu que la fête annuelle de notre très gracieux souverain Rex est prochaine, tous ses loyaux sujets sont priés d'arborer en son honneur l'étendard royal sur leurs maisons, bureaux et magasins, MERCREDI, 26 janvier 1881, et pour témoigner la joie que leur inspire son prochain retour, et de l'y maintenir jusqu'au lendemain de Mardi Gras.

DIEU SAUVE LE ROI!

WARWICK,

Comte Maréchal de l'Empire

Officiel. ESPY 7me Secrétaire.

Palais du Carnaval, Nouvelle-Orléans, 24 janvier 1881 et le 1000ème du règne de Sa Majesté. 26jan—1m Mar Jeu Dim.

Aux visiteurs.

BUREAU DE RENSEIGNEMENT,

No 15 rue Carondelet.

Nlle-Orléans, 24 janvier 1881.

CONFORMÉMENT à la proclamation de Sa Majesté du 22 du courant le soussigné entre dès à présent en fonction comme Chef du Bureau de Renseignement des Visiteurs, et afin que tous ceux qui viendront ici pour sauver ses brillantes du Carnaval puissent être agréablement logés, j'appelle l'attention de ceux ceux qui peuvent y être intéressés sur ce qui suit :

1° Les hôtels et pensions qui peuvent disposer d'un certain nombre de chambres sont priés de lui en faire connaître le nombre ainsi que leurs conditions. Les familles particulières dans toute la ville qui ont des chambres à louer et qui peuvent recevoir des visiteurs devront en faire immédiatement leurs noms, leurs adresses, et faire savoir combien de personnes elles peuvent loger avec ou sans pension ainsi que le prix auquel pour chaque personne &c.

2° Les personnes qui désirent qui se proposent de venir à la Nouvelle-Orléans pendant les fêtes du Carnaval, et qui désirent que ce Bureau prenne pour elles les arrangements à ce contraire devront s'adresser immédiatement au dit Bureau pour lui faire connaître le date de leur arrivée, le nombre de personnes composant la famille qui voyagent le nombre des dames, des messieurs et des enfants et la durée de leur séjour à la Nouvelle-Orléans.

Il ne sera rien demandé pour les services rendus par le Bureau en vue du confort de nos visiteurs, de l'hospitalité de notre ville et de l'honneur et de la gloire de Sa Majesté le roi.

W. I. HODGSON,

Chef du Bureau

Les journaux en général rendront service au Bureau en faisant connaître au moins un par jour. 26 jan—1m—mar Ven dim

Société Française d'Assistance Mutuelle de Jefferson.—A l'élection tenue le 6 janvier 1881, les officiers dont les noms suivent ont été élus pour l'année 1881.

Président O MERION.

Vice Président P DUFRÉCHOU.

Trésorier J MORGUE

Secrétaire J. ROUQUETTE

Directeurs—Comité de Finance.

J P ROUDÉ. J J BARRÈRE.

J M DESHAUTREAUX.

Comité de Secours.

J MAIHES. B BARTHE

JULIEN DUTREY J DONNERS

P DUPUIS. L FONTANAT.

Maître de Cérémonies DAVILE DABAT.

Grand Maréchal B TUJAGUE

1er Assistant LÉON O REDON

2e PIERRE TREAUX.

Collecteur B CAZERES

Des heures—De C A. GAUDET, pour le haut de la ville.

DE S G RENSHAW, pour le bas de la ville—Abattoirs.

23jan—3f

E. J. HART & CO.,

IMPORTATEURS,

73, 75, 77, 79 rue Tchoupitoulas.

En magasin et à livrer par Alphonse et Mme Brion, &c., &c.

100 caisses Moutarde de Dusseault. Il Dupont.

500 ... Sardines à l'huile, 8/14 poteaux.

200 ... Fruits assortis à l'eau de vie.

50 ... Champignons de Paris bouteilles choix.

500 ... Cerises à l'eau de vie, grand et petit format.

200 barriques Vins, P. Clermont & Co., J. Bicquey, Dabadie.

500 caisses Vins fins—Ch. Brun, Margaux, &c.

50 ... Liqueurs—T. Cusenrdt & Co—Chartreuse, Maraschino, Dantzick, &c., &c.

200 ... Sardines Lenzarizaud, sans arêtes, Maquereaux sans arêtes, Crêpes, Pâtes, Olives de Séville, Thon à l'huile, Truffes, Cornichons, &c., &c.

100 barriles (Vins de table) Cidre—44, 46, 110 Chs &c.

500 barils Vins de la Californie—S. Lachman & Co.

25jan—D. Me V

JOHN R. LEGIER,

Notaire,

No 79 Passage de la Bourse,

Entre les rues Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, La.

1er août—6m DMeV

W. BRAUTS H. OPITZ.

FRANTZ & OPITZ,

Successeurs de A. BONNET & Cie.,

Fabricants, bijoutiers.

65 rue Royale,

Entre Bienville et Conti

Nlle Orléans.

BIJOUTERIE

ET MONTURES DE

DIAMANTS.

DIAMANTS.

E. B.—Ancune sorte de bijouterie plaquée.

7nov1—6m 1an DMeV

RECLAMATIONS DE GUERRE.

LA Commission franco-américaine pour le règlement des réclamations de guerre commencera à siéger le 23 du courant. Toutes les réclamations devront lui être soumises dans les six mois qui suivront cette date.

Voici les réclamations sur lesquelles la commission aura à se prononcer :

Réclamations de CITOYENS FRANÇAIS dont les biens ont été saisis ou détruits pendant la guerre de sécession, du 13 avril 1861 au 20 août 1866.

Réclamations de CITOYENS AMERICAINS qui ont souffert des dommages matériels pendant la guerre entre la France et le Mexique, la guerre entre la France et l'Allemagne, en 1870-71, et pendant l'insurrection de la Commune.

Les soussignés ont des avantages sans pareils pour faire valoir les réclamations dont le règlement leur sera confié soit par les réclamants eux-mêmes ou leurs fondés de pouvoir. Ils fournissent de bonnes références.

S'adresser à

T. W. TALLMADGE & Co.

Avocats, Washington, D. C.

9 déc—en 27 fév. Dim. Mar Ven.

CHAMPAGNE!

Vins de qualité supérieure de la maison

Bouché fils & Co.,

A Reuvaly-sur-Aÿ.

DRY VERZENAY Napoléon's Cab't.

Maintenant en cave spéciale.

J. E SOLARI,

JOS. VIGNES,

CLARK & MEADER,

A. E. TOURNÉ,

ORD. LACOUME,

A. BOUSTAUNAU,

LEON LAMOTHE,

LOUIS CHAPLAIN,

VICTOR BERO,

Et par E. J. HART & CO.

77 rue Tchoupitoulas.

EAUX DE VICHY.

Célestins, Hauterive, Grande Grille.

EAU DE FRIEDRICHSHALL

A vendre par les importateurs, les pharmaciens, &c.

E. J. HART & CO.,

Seuls agents à la Nlle-Orléans.

77, rue Tchoupitoulas.

Savoir...Lu, Ma, Me, V

LIBRAIRIE FRANÇAISE.

59 Rue de Chartres,

COIN BIENVILLE.

H. BILLARD,

Successeur de HEBERT & CIE.,

VIENT de déballer un très grand assortiment de livres, comprenant les collections complètes des auteurs modernes.

Editions illustrées à bon marché—de Dumas, Montépin Capendu, Ponson du Terrail, Eugène Sue de Lamothe, Gondrecourt, Soulié, Duplessis, Dubois Gobey, etc., etc., etc.

HENRI GREVILLE—

La Maison Frappier	2 Vols	$2 00
Dosia	1	25
Nouvelle Russe	1	25
Perle Rouge	1	25
Ariane	1	25
Les Epreuves de Hélène	1	25
Stela	1	25
Mar